

**Organization for Security and Co-operation in Europe
Special Representative and Co-ordinator
for Combating Trafficking in Human Beings**

ALLIANCE AGAINST TRAFFICKING IN PERSONS
**Preventing Trafficking in Human Beings for Labour Exploitation:
Decent Work and Social Justice**
Vienna, Hofburg, Neuer Saal
20-21 June 2011

Lundi 20 juin 2011.

**Second Segment: New Steps to Prevent Trafficking
for Labour Exploitation**

Séance de 15h-15h50

**La responsabilité du modèle économique dominant dans l'exploitation
des travailleurs-esclaves en Europe.**

IGNACIO RAMONET*

* Président de l'ONG *Mémoire des luttes*. Directeur de l'édition espagnole du *Monde diplomatique*.

Dans l'aggravation du trafic de personnes et en particulier de celui des travailleurs-esclaves en Europe, le modèle économique dominant porte une grande responsabilité. En effet, la mondialisation néolibérale - qui s'est imposée au fil des années à l'aide parfois de « thérapies de choc » aux effets dévastateurs pour les catégories les plus fragiles de la population -, a eu pour conséquence un coût social exorbitant. Pour satisfaire les exigences des marchés, des gouvernements ont été conduits à détruire leurs sociétés. Ils ont accepté d'instaurer une concurrence généralisée : le marché contre l'Etat, le secteur privé contre le secteur public, l'individu contre la collectivité, l'égoïsme contre la solidarité.

Il s'est ainsi établi, notamment, une concurrence entre le capital et le travail. Au nom du libre-échange, les grandes firmes multinationales fabriquent, sous-traitent et vendent dans le monde entier. Avec une particularité: elles produisent là où la main d'œuvre est la moins chère, et elles vendent là où le niveau de vie est le plus élevé.

Ce capitalisme néolibéral érige la compétitivité en unique force motrice et établit que, pour survivre dans ce monde, l'important c'est d'être plus compétitif que son voisin.

Le néolibéralisme c'est donc la marchandisation généralisée de mots et des choses, des corps et des esprits, de la nature et de la culture. Ce qui a entraîné, à l'échelle planétaire, une formidable aggravation des inégalités.

Selon le PNUD, la fortune personnelle des 225 individus les plus riches de la planète est équivalente au revenu annuel de 47 % de la population mondiale, c'est-à-dire 2,5 milliards de personnes. Et l'actif des trois personnes les plus riches dépasserait même le PIB combiné des 48 États les plus pauvres.

Au cours des trois décennies néolibérales, les responsables politiques ont favorisé le libre flux de capitaux et les privatisations massives. Ils ont accepté de réduire les dépenses publiques de santé et d'éducation au nom de la lutte contre le déficit budgétaire et, partant, ont favorisé un accroissement des inégalités et de la pauvreté. Ils ont permis un transfert de décisions capitales (en matière d'investissement, d'emploi, de santé, d'éducation, de culture, de protection de l'environnement) de la sphère publique nationale à la sphère privée internationale.

Depuis trois décennies, les dirigeants des firmes globales ainsi que ceux des grands groupes financiers et médiatiques mondiaux détiennent la réalité du pouvoir. Ils pèsent de tout leur poids sur les décisions politiques. Et ont largement confisqué à leur profit l'économie et la démocratie.

Un peu partout la doctrine néolibérale s'est imposée en provoquant des dévastations impressionnantes. Des secteurs économiques entiers ont été sinistrés. Avec les souffrances sociales qui en ont résulté : surexploitation des hommes, des femmes, et - plus scandaleux encore - des enfants : 300 millions d'enfants demeurent exploités, dans des conditions d'une brutalité sans précédent. On estime qu'environ 250 millions d'enfants travaillent, dont les plus jeunes n'ont pas cinq ans... Si le plus grand nombre d'entre eux se trouvent dans les pays pauvres du Sud, beaucoup sont exploités dans les États du Nord. Dans l'ensemble de l'Union européenne, par exemple, le nombre d'enfants de moins de 15 ans au travail dépasserait actuellement les deux millions... En particulier dans les zones les plus violemment frappés par les restructurations ultralibérales, comme le Portugal, la Grèce, l'Espagne, l'Italie et même le Royaume Uni, où les enfants-travailleurs sont particulièrement nombreux dans les banlieues les plus pauvres. Mais même dans des pays considérés comme "socialement avancés" - Danemark, Pays-Bas - le phénomène de l'enfant au travail a fait sa réapparition. *"En France aussi - affirme une experte de l'Unicef - plusieurs dizaines de milliers d'enfants exerceraient un emploi salarié sous couvert d'apprentissage, et 59% des apprentis travailleraient plus de 40 heures par semaine, parfois jusqu'à 60."*

Parmi les responsables de cette situation figurent les firmes multinationales qui sont les agents essentiels de la mondialisation. Elles délocalisent, répartissent leurs activités productives à l'échelle mondiale. Elles mettent en concurrence les salariés de toute la planète en vue de minimiser les coûts de production et de peser sur les salaires. Dans les pays du Nord et au sein de l'Union européenne, les marchés du travail en sont déstabilisés, les salariés fragilisés et les conditions de travail détériorées.

La mondialisation, qui offre de formidables opportunités à certains, se résume souvent pour tous les autres à une mise en concurrence sans limite et sans scrupule des salariés, des entrepreneurs, des agriculteurs et de tous ceux qui ont été placés en compétition avec des travailleurs chinois, des ingénieurs indiens, et des paysans argentins, alors que ces derniers n'ont d'autre choix que d'accepter des rémunérations trop basses pour vivre. En termes d'emplois en Europe, le bilan est un désastre: par exemple, en France, 2 millions d'emplois détruits dans l'industrie, au cours des trois dernières décennies, sans parler de la pression à la baisse sur tous les salaires.

C'est pourquoi on observe, au sein de l'Union européenne, dans certains secteurs où il existe un manque chronique de main d'œuvre - comme certains travaux saisonniers agricoles - une tendance inquiétante à faire appel à une main-d'œuvre bon marché, non déclarée. Dans le cas de l'exploitation de travailleurs migrants, de nombreux travailleurs étrangers en situation irrégulière, importés dans des pays de l'Union européenne par le biais de réseaux de passeurs clandestins, sont contraints au travail forcé. Dans les ateliers clandestins, le travailleur est privé, par la force, de toute liberté d'aller et de venir. Des enquêtes évoquent également un trafic et même la vente systématique d'ouvriers agricoles migrants.

Sur des chantiers de construction aussi, des travailleurs jeunes, extracommunautaires, contrôlés par des bandes spécialisées dans le trafic de personnes ont été livrés à des employeurs allemands, italiens ou grecs. Ils ont été contraints de rembourser leurs dépenses de voyage et, après avoir accompli les travaux exigés, ont été menacés d'expulsion et licenciés sans contrepartie financière. Des travailleurs migrants ont été ainsi vendus à des employeurs, contraints à un travail forcé et à racheter leur liberté.

La volonté politique de contrôler ces trafics ou de les éradiquer semble plutôt faible. Il faut dire que les grands patrons de l'industrie, du bâtiment et les grands exploitants agricoles, pèsent de tout leur poids pour convaincre les pouvoirs publics de fermer les yeux sur les travailleurs clandestins, sans papiers et de favoriser l'importation d'une main d'œuvre nombreuse, docile et bon marché, une réserve quasi inépuisable de travailleurs mal payés, exploités dont la présence sur le marché du travail contribuera à réduire les ardeurs revendicatrices des travailleurs européens.

Les appels à l'immigration massive viennent toujours du côté du patronat, et toujours pour les mêmes raisons: faire pression à la baisse sur les salaires. Les rapports de la Commission européenne, ou du Business Europe (le patronat européen) n'ont eu de cesse depuis plusieurs décennies d'en appeler à toujours plus d'immigration. Dans le marché du travail, plus l'offre de main d'œuvre est abondante, plus son prix est bas. Concrètement, plus la file au bureau d'embauche est longue, plus ceux qui ont « la chance » d'avoir un emploi sont poussés à accepter des rémunérations au rabais.

Au Pays-Bas, des dizaines de Roumains, de Polonais et de Portugais ont été récemment «libérés» dans une ferme où ils étaient réduits en esclavage par leur patronne. Cette fermière hollandaise avait confisqué leurs passeports et au lieu des 13 euros de l'heure promis, elle ne leur versait que 4 euros de l'heure. Les récalcitrants étaient frappés, d'autres menacés de violences; tous devaient dormir à même le sol, dans des bâtiments sales, sans fenêtres et sans issues de secours en cas d'incendie.

Il y a quelques années, à El Ejido, en Espagne, a eu lieu un véritable pogrom : les habitants de cette petite ville ont fait la chasse à la communauté immigrée, à ses journaliers clandestins surexploités dans des propriétés agricoles et qui avaient protesté contre leurs conditions inhumaines de travail.

En Alsace (France), une enquête a révélé les conditions dans lesquelles étaient employées des travailleuses agricoles originaires d'Europe de l'Est. Elles étaient surexploitées, payées 50 centimes d'euro par kilo ramassé.

On croyait que ces pratiques où se mélangent racisme et esclavage étaient révolues à tout jamais, mais les voilà reconduites dans des pays de l'Union européenne. En Italie du sud, par exemple, des migrants attirés par le rêve européen s'y retrouvent coincés, travaillant dans des conditions qui se rapprochent davantage de l'esclavagisme que des standards internationaux. Une honte en ce début de XXIe

siècle. On y a retrouvé des travailleurs qui se trouvaient dans des conditions concentrationnaires, gardés militairement par des milices privées. Une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a révélé que, au sud de Naples, quelque 1200 travailleurs extracommunautaires, pour la plupart de jeunes Marocains, étaient payés une misère pour travailler douze heures par jour dans les serres et les exploitations agricoles de la région, sans contrat de travail. Ce camp n'est pas le seul de ce type dans la péninsule.

Dans la région de Foggia, des centaines de travailleurs polonais étaient également exploités, parfois jusqu'à la mort, essentiellement pour la cueillette des tomates. On leur avait confisqué leurs papiers. Ils vivaient dans la clandestinité totale. Ils étaient surexploités, battus et sous-alimentés, au point qu'au moins quatre d'entre eux sont morts, peut-être poussés au suicide, assassinés ou ayant succombé à l'épuisement. Ils étaient terrorisés par leurs "propriétaires" qui leur expliquaient que s'ils sortaient, ils seraient pris par la police.

Cette situation concerne des milliers et des milliers d'immigrés victimes de réseaux mafieux et de négriers modernes. Selon le principal syndicat italien Cgil, environ 50.000 travailleurs immigrés vivent en Italie dans des logements insalubres. Le travail au noir, notamment dans le secteur agricole, est extrêmement répandu dans ce pays où il représente entre 15,9 % et 17,6 % du PIB, selon des statistiques officielles citées par l'Organisation internationale pour les migrations.

En février dernier, et cette fois-ci dans le secteur industriel, le groupe Fiat a placé le personnel de ses usines face à un chantage : soit les salariés italiens acceptaient de travailler plus longtemps, plus dur et pour des salaires revus à la baisse, soit les usines étaient délocalisées vers l'Europe de l'Est.

Confrontés à la perspective du chômage, terrifiés par les histoires d'ouvriers polonais prêts à travailler les samedis et les dimanches pour des salaires de misère, quelque 63 % des ouvriers ont voté en faveur de la "restructuration". La direction de Fiat s'est félicitée que *"le secteur italien de l'automobile accepte enfin de s'adapter à la mondialisation"*.

En Europe, de nombreux patrons "rêvent" également d'établir cet esclavage moderne en menaçant leurs salariés, grâce aux facilités que permet la mondialisation, de les mettre en concurrence avec la main d'œuvre bon marché d'ailleurs.

Conclusion: si l'on veut combattre le trafic et la surexploitation des travailleurs sans papiers, commençons par remettre en cause le fonctionnement de la mondialisation néolibérale. Commençons à démondialiser!